

Conflit en Syrie : Une scolarité en suspens

Action globale visant à préserver la scolarité de toute une génération



© UNICEF/Jordanie-2013/Noorani



Décembre 2013



Un jeune garçon dans une école soutenue par l'UNICEF dans le camp de réfugiés syriens de Zaatari, en Jordanie.

« J'avais un rêve, mais il s'est envolé avec le vent qui souffle sur ce camp. Ce rêve était d'aller à l'université et de faire des études de pharmacie. Ce rêve habitait mon cœur et mon esprit, mais aujourd'hui, il est réduit en cendres. »

Heba, 17 ans, dans le camp de réfugiés de Zaatari, en Jordanie



Ghazele a 10 ans. Elle a fui les combats qui sévissent en Syrie avec sa mère, son père, sa sœur et ses deux frères. En 2012, emportant quelques affaires personnelles, ils ont traversé la frontière clandestinement.

L'apprentissage en chute libre

Le conflit syrien entame sa quatrième année. Chaque jour, la crise se prolonge et les souffrances de familles innocentes s'accroissent, laissant de profondes cicatrices susceptibles de bouleverser, pendant des années, la région du Moyen-Orient et au-delà.

Cette partie du monde qui a subi plus que sa part de conflits et de déracinements, est à nouveau dévastée par la violence, les difficultés économiques et le poids d'une immense souffrance humaine. Les plus affectés de tous sont les enfants syriens : plus de 5 millions de jeunes vies sont menacées de devenir une « génération perdue ».

Ce rapport présente les ravages du conflit qui ont anéanti les espoirs de ces enfants de suivre un cursus scolaire, et les conséquences probables pour l'avenir de la région. Il souligne les répercussions à long terme de l'effondrement de la scolarisation en Syrie, la transformation des écoles autrefois considérées comme des lieux sûrs, aujourd'hui devenues des espaces de tous les dangers, et l'immense fardeau qui pèse sur les systèmes scolaires des pays limitrophes, en raison de l'arrivée de plus d'un million de jeunes réfugiés.

Nous soutenons que, malgré les nombreuses difficultés que doivent surmonter les enfants syriens, garantir la continuité de leur apprentissage scolaire est essentiel pour assurer leur protection, la stabilité sociale et la reprise économique. Nul au monde ne peut l'ignorer.

À travers ce rapport, nous adressons quatre recommandations majeures à l'attention des gouvernements de la région et de leurs partenaires internationaux, visant à garantir aux enfants syriens le droit fondamental à une éducation de qualité.

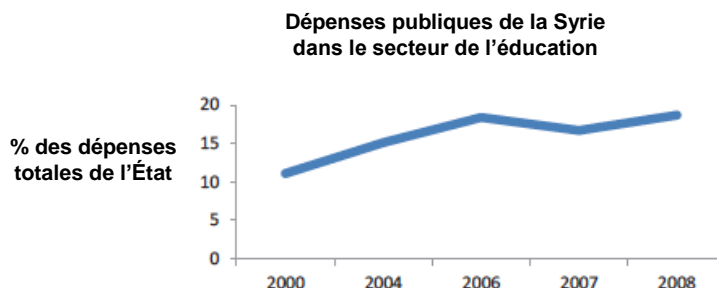
Si cet appel échoue, l'issue probable – une très forte hausse du nombre de jeunes sans formation – perpétuera les conséquences du conflit pour les années à venir. Lorsqu'un enfant syrien ne prend pas le chemin de l'école, c'est le potentiel de toute une vie qui est en danger.

Seule une action immédiate et concertée peut éloigner cette menace.

Le temps où nous allions à l'école

« J'aimais aller à l'école lorsque nous habitons en Syrie, » confie Hanan, 17 ans, exilé dans le camp de réfugiés de Zaatari, en Jordanie. « Nous apprécions nos professeurs et le programme était intéressant. Nous étions entourés de personnes que nous adorions. Je me souviens d'un règlement très strict. Mais pour moi, c'était très important d'aller à l'école, car je voulais devenir journaliste. »

Avant le début du conflit en mars 2011, la Syrie faisait référence en matière d'éducation de base. Selon les estimations, 97 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire étaient scolarisés, et 67 % des enfants du secondaire. Le pays connaissait des taux d'alphabétisation élevés, supérieurs à 90 % tant chez les hommes que chez les femmes¹. Les taux d'alphabétisation de la Syrie, équivalents à ceux de la Turquie, du Liban et de la Jordanie et supérieurs à ceux de l'Irak et de l'Égypte, dépassaient la moyenne de la région.



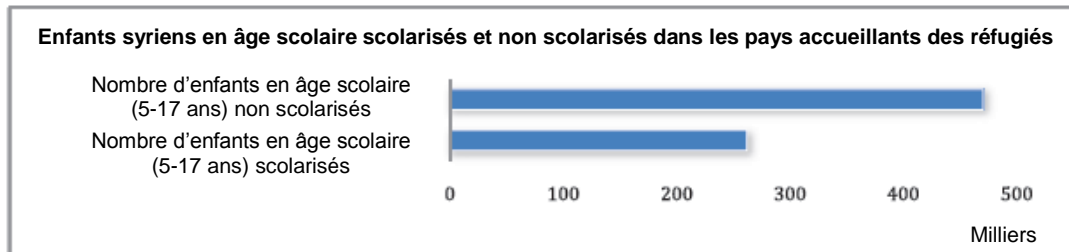
En outre, au niveau national, l'investissement de la Syrie en matière d'éducation progressait régulièrement. Entre 2004 et 2009, le budget de l'État dans le secteur de l'éducation est passé de 15 à 19 %² du PIB.



Un petit garçon en train d'écrire dans une école soutenue par l'UNICEF, dans le camp de réfugiés syriens de Zaatari, en Jordanie.

Apprendre au cœur du conflit

Près de trois années de violents affrontements en Syrie ont anéanti plus d'une décennie de progrès réalisés dans le secteur de l'éducation des enfants. Aujourd'hui, la Syrie compte 4,8 millions d'enfants en âge d'aller à l'école. Sur le territoire, 2,2 millions d'entre eux ne sont pas scolarisés, tandis que plus de 500 000 enfants réfugiés par-delà les frontières n'ont pas retrouvé le chemin des classes. Les chiffres continuent d'augmenter chaque jour³.



L'effondrement du secteur de l'éducation a été plus sévère dans les zones les plus durement touchées par la violence. Dans les villes de Racca, Idleb, Alep, Deir ez-Zor, Hama et Deraa, moins de la moitié des enfants sont scolarisés à l'heure actuelle. Idleb et Alep ont perdu respectivement un quart et un sixième de leurs écoles, tandis que les taux de présence en classe ont chuté en dessous des 30 %. Dans l'ensemble, depuis le début de la guerre, plus de 4 000 écoles syriennes ont été détruites, endommagées ou transformées en refuges pour les personnes contraintes au départ.



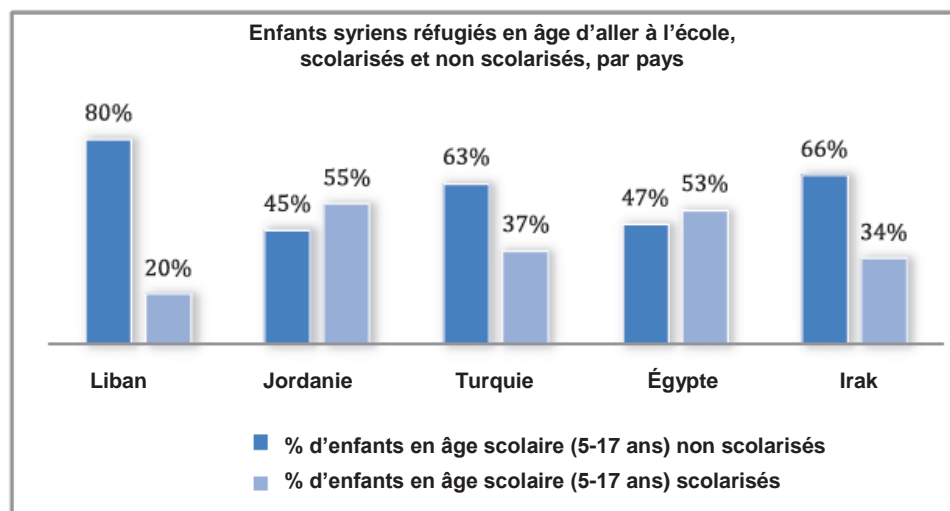
Des enfants syriens réfugiés sont en classe, dans une tente de fortune, dans le campement informel de Kfar Zabat, situé dans la plaine de la Bekaa, au Liban. Le manque d'espace et l'utilisation de l'anglais et du français constituent les deux principales difficultés d'intégration des enfants dans les écoles libanaises.

Ce qui reste du système scolaire syrien ressemble très peu à la situation d'avant le conflit. Dans certaines collectivités, les écoles existantes ne peuvent accueillir, de manière adéquate, de nouveaux élèves déracinés d'autres régions du pays : les salles de classe sont surchargées, tandis que les livres, les bureaux et les installations sanitaires font défaut. De même, dans certaines régions, on déplore le manque d'enseignants, nombre d'entre eux ayant fui en raison du conflit.

Les écoles devraient être des lieux sûrs, des espaces où les enfants peuvent se sentir en sécurité, à l'abri du conflit qui fait rage autour d'eux. Pourtant, au cours de la guerre civile en Syrie, des écoliers de 10 ans racontent avoir été arrêtés et détenus alors qu'ils se rendaient à l'école. Certains ont été pris pour cible par des tireurs embusqués, ou encore victimes de tirs croisés entre les parties opposées. D'autres ont vu leur école transformée en champs de bataille, réduite à l'état de décombres ou transformée en refuge pour les personnes obligées d'abandonner leur lieu d'habitation. De nombreux enfants ont été témoins de scènes de violence inouïe, certains ont vu leurs camarades de classe et leurs enseignants perdre la vie.

Le droit à un enseignement de qualité comme établi en vertu de la Convention des droits de l'enfant (CDE) est chaque jour bafoué, dans des proportions effroyables⁴. Si les enfants syriens mettent leur vie en danger en se rendant simplement à l'école, il n'est pas surprenant que leurs parents choisissent de les garder à la maison.

Plus de 1,2 million d'enfants ont fui vers les pays voisins. Et tandis qu'ils ont trouvé refuge loin des violences en Syrie, ils doivent faire face à d'autres obstacles pour poursuivre leurs études. Les taux de scolarisation chez les réfugiés syriens sont désormais inférieurs à ceux recensés en Afghanistan, un pays au passé conflictuel plus long et aux niveaux de pauvreté très élevés. Aujourd'hui, deux tiers des écoliers syriens réfugiés ne vont pas à l'école, malgré un effort massif de la part des gouvernements des pays d'accueil, de la société civile, des ONG et des organisations des Nations unies. Les taux officiels de scolarisation chez les enfants syriens réfugiés atteignent à peine 34 % dans la région : en d'autres termes, 500 000 à 600 000 enfants ne suivent aucun cursus scolaire⁵. Mais la réalité est sans doute plus inquiétante, car ces chiffres concernent uniquement les réfugiés non scolarisés ayant été recensés.



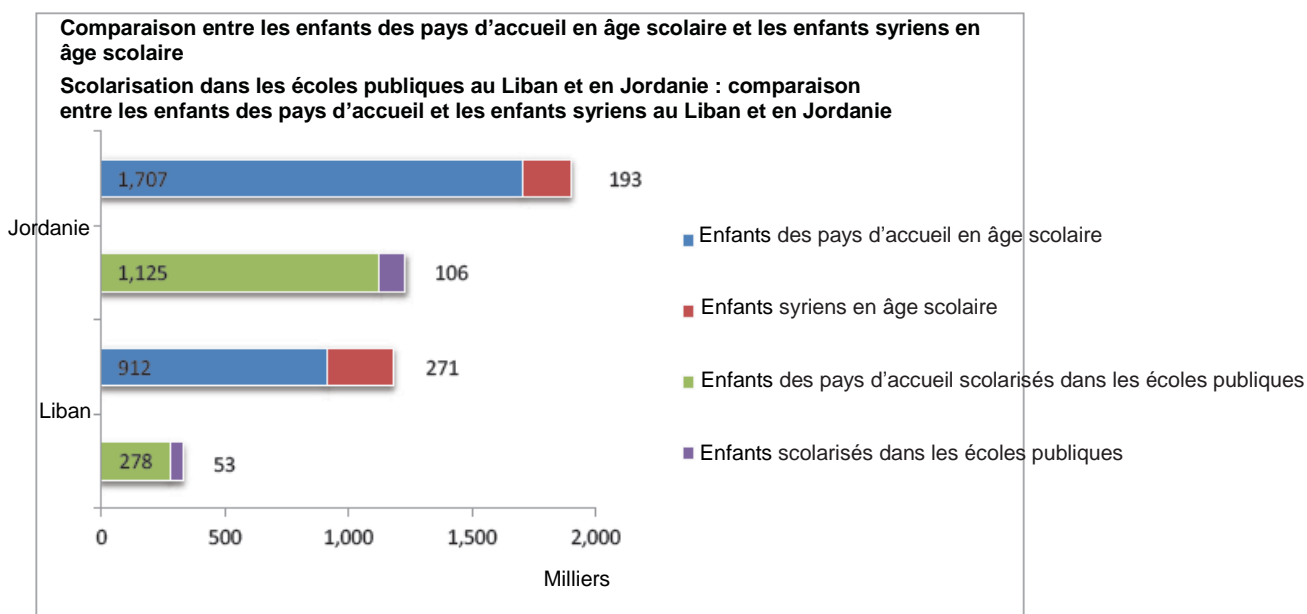
Les pays d'accueil s'appliquent à renforcer la capacité de leurs systèmes d'éducation nationale afin d'absorber le flux massif d'enfants syriens immigrés. La Jordanie et l'Égypte ont créé des places dans leurs établissements scolaires pour recevoir près de la moitié des enfants syriens réfugiés ayant été recensés. Pour sa part, la Turquie assure l'éducation d'un tiers des enfants réfugiés recensés. Le Liban, terre d'accueil du plus grand nombre de réfugiés syriens, se bat pour accroître les taux de scolarisation actuels des enfants syriens, estimés à 20 %, peut-être moins⁶.

Les efforts déployés dans la région pour intégrer les enfants syriens dans les écoles sont entravés par l'ampleur même de la situation. Les systèmes scolaires publics des pays d'accueil ne peuvent tout simplement pas faire face aux besoins sans précédent d'une situation qui ne laisse entrevoir aucun signe d'amélioration. Le Liban et la Jordanie subissent les plus fortes pressions. Aujourd'hui, au Liban, un enfant sur quatre en âge d'aller à l'école est originaire de Syrie. En Jordanie, le ratio est proche d'un sur dix⁷. Sans un appui largement renforcé de la part de la communauté internationale, il sera presque impossible d'accueillir l'ensemble des nouveaux élèves dans les écoles publiques existantes.

Wafa et sa fille Cibara, 10 ans, vivent dans le camp de réfugiés de Kawergosk, en Irak. Cibara, sourde et muette, était bonne élève en Syrie. Son ambition était de devenir enseignante spécialisée pour les enfants ayant des besoins différents. Aujourd'hui, cela fait plus de deux ans qu'elle ne va plus à l'école. Lorsqu'elle essaie d'écrire l'alphabet anglais, elle sait seulement aller jusqu'à la lettre C. « Elle est si intelligente », confie Wafa. « Mais elle a oublié. Elle me demande sans cesse : où est mon livre ? Où est mon stylo ? N'allais-je pas à l'école, à Damas ? Mon autre fille pleure chaque jour également. Elle souhaite même rentrer en Syrie, en pleine guerre, uniquement parce qu'elle veut retourner à l'école. »

La pression grandissante qui pèse sur les infrastructures scolaires ajoute des tensions entre les réfugiés syriens et leurs communautés d'accueil. Dans les villes et les villages les plus démunis où vivent désormais les réfugiés, la pauvreté s'accroît tandis que la patience des communautés d'accueil s'amenuise.

Les enfants syriens réfugiés, scolarisés dans les établissements publics, se retrouvent confrontés à d'autres difficultés : l'enseignement dispensé dans une langue étrangère, les différences entre les programmes scolaires et le sentiment d'isolement sont autant de facteurs qui contribuent à des taux de décrochage élevés.



(Sources : Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2012 de l'UNESCO, et UNICEF)

Des difficultés vouées à l'aggravation

Alors que le nombre d'enfants et de familles exilés en raison du conflit ne cesse d'augmenter, les efforts déployés pour offrir une éducation aux enfants syriens continuent de s'intensifier.

La Jordanie prévoit une augmentation de 40 % du nombre d'écoliers syriens d'ici la fin de l'année 2014. Au cours de la même période, le Liban pourrait voir le nombre de ses écoliers syriens plus que doubler pour atteindre le chiffre de 700 000.

En Irak, le nombre d'enfants syriens en âge d'aller à l'école devrait progresser de 93 % atteignant le chiffre de 168 000 d'ici fin 2014. La Turquie prévoit une augmentation presque aussi impressionnante pour l'année à venir, avec pour conséquence une hausse potentielle de sa population syrienne en âge scolaire qui pourrait alors dépasser les 516 000, soit une progression de 85 % par rapport aux chiffres actuels.

Ces estimations sont fondées sur les données de planification des Nations unies pour 2014. Il est impossible de prévoir leur évolution, pour le meilleur ou pour le pire, selon les événements de l'année à venir.



Deux garçons vendent du maïs cuit à proximité d'immeubles en ruines, dans la ville d'Idleb, en Syrie.

Recommandations pour une action globale

« Le conflit a provoqué une rupture majeure dans l'enseignement dispensé à nos enfants. Ce projet est une opportunité pour eux de retrouver confiance et de renouer avec leurs espoirs d'un avenir meilleur. »

Khleif al-Muglat, ancien fonctionnaire de l'éducation du gouvernorat d'Hama, aujourd'hui assistant dans le cadre d'un projet d'école informelle soutenue par l'UNICEF, près de Zahlé, au Liban.

L'éducation peut faire une véritable différence, de manière durable, pour les jeunes qui ont souffert dans le conflit syrien. Fondamentalement, chaque journée passée à l'école apporte de la stabilité dans la vie des enfants et au sein des communautés, favorise la croissance, donne de l'espoir et un objectif. Grâce à l'éducation, une génération d'enfants peut accéder à des environnements protecteurs, acquérir des connaissances et des compétences nécessaires pour préparer l'avenir, et participer à la consolidation de la paix.

Lorsque la paix sera rétablie, il appartiendra aux enfants d'accompagner leurs communautés vers un avenir meilleur, tâche qu'ils ne pourront accomplir qu'en ayant eu la possibilité de poursuivre leurs études.

Pour cela, il est nécessaire d'entreprendre une action globale immédiate visant à garantir le droit fondamental des enfants syriens à une éducation de qualité. Cette action doit concerner également les enfants des communautés d'accueil tout aussi vulnérables. Les gouvernements de la région et leurs partenaires internationaux peuvent commencer à répondre à cet enjeu en agissant dans le cadre de **quatre recommandations majeures** :

1. **Planifier à long terme l'éducation des enfants syriens déracinés** : les gouvernements des pays de la région et les partenaires internationaux doivent planifier un avenir qui réponde aux besoins éducatifs à long terme des enfants syriens réfugiés. Les pays d'accueil doivent apporter leur soutien au développement et à la mise en œuvre de politiques et de modèles éducatifs innovants qui reflètent la réalité tenace de la présence des enfants syriens. Les enfants locaux et réfugiés devraient bénéficier d'un accompagnement visant à favoriser de bonnes conditions d'apprentissage les uns avec les autres. De même, le transfert d'attestations de scolarité des enfants réfugiés devrait être envisagé.

2. **Apporter un soutien aux pays d'accueil et doubler l'investissement international** : les niveaux de financement actuels sont insuffisants pour assurer la mise en œuvre de solutions à long terme adaptées à l'ampleur de la situation. Les appels internationaux lancés cette année en réponse à la crise syrienne sont financés à seulement 62 %, laissant un manque de 2,6 milliards de dollars É.-U. Seuls 67 % de l'appel de l'UNICEF de 2013 destiné à couvrir les besoins du secteur de l'éducation en Syrie et dans la sous-région ont été financés. Les partenaires internationaux doivent appuyer les efforts des pays d'accueil visant à étendre et améliorer les espaces d'apprentissage, à recruter des enseignants supplémentaires et à réduire radicalement les coûts liés à la scolarisation des enfants, notamment le transport, les fournitures scolaires et les fonds destinés aux heures supplémentaires d'enseignement. Un investissement est également attendu dans le secteur de l'éducation des enfants handicapés et de la formation professionnelle des enfants plus âgés, dans le cadre d'une aide apportée à la fois aux enfants des pays d'accueil et aux enfants réfugiés.

3. **Innover et réussir à plus grande échelle** : certains pays ont adopté des approches innovantes pour garantir la reprise des cours pour un plus grand nombre d'enfants. En Syrie, des enfants ont pu faire face aux pires traumatismes grâce à différentes solutions d'apprentissage. Les enfants qui ont eu la possibilité d'écouter, de jouer et de parler dans les centaines d'espaces sûrs déployés à travers le pays, acceptent leurs vécus avec une plus grande facilité et envisagent l'avenir avec plus d'optimisme. Ces espaces d'apprentissage adaptés sont essentiels pour aider les enfants syriens les plus pauvres et les plus vulnérables. Dans le même temps, un programme d'autoapprentissage à domicile est en cours de développement.

Au Liban, des milliers d'enfants qui travaillent ont pu suivre des cours après leur journée dans des centres de formation non formels. L'instauration de ces centres favorise également au retour en classe des enfants déscolarisés.

En Turquie, des enseignants syriens bénévoles font cours en arabe à leurs jeunes compatriotes dans des écoles construites dans les camps et communautés d'accueil.

Dans le camp de Zaatari en Jordanie, pour répondre aux inquiétudes des parents concernant la sécurité de leurs enfants, des points de rassemblement ont été mis en place : les filles y retrouvent un enseignant et se rendent ainsi en groupe, à pied, à l'école.

4. **En finir avec la dévastation des infrastructures scolaires en Syrie** : seul l'engagement politique des parties au conflit peut freiner l'effondrement du système éducatif syrien. La dévastation des écoles syriennes doit cesser. Les établissements scolaires ne doivent pas être utilisés à des fins militaires. Au contraire, ils devraient être déclarés « zones de paix ». Les belligérants ont la responsabilité de garantir aux enfants la sécurité de l'accès aux écoles. Ceux qui bafouent le droit humanitaire international devraient avoir à rendre compte de leurs actes. Les donateurs devraient également envoyer des fonds destinés au suivi et à l'établissement de rapports concernant les attaques dirigées contre l'éducation.



Une fillette syrienne réfugiée tient une pochette de fournitures scolaires, le jour de sa rentrée dans une école soutenue par l'UNICEF, dans la ville de Şanlıurfa, en Turquie.

Notes :

1. Rapport de l'UNICEF : La situation des enfants dans le monde, 2011.
2. Données de la Banque mondiale ; dépenses dans le secteur de l'éducation publique en % du PIB sur la période 2004-2008, et en 2009 et au-delà ; <http://data.worldbank.org/indicator/SE.XPD.TOTL.GB.ZS?page=1>.
3. L'UNICEF évalue le nombre d'enfants scolarisés en dehors des frontières syriennes, pays par pays, en fonction du nombre de réfugiés recensé par le HCR (le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) et du nombre d'enfants scolarisés selon les ministères de l'Éducation des pays concernés. Le taux de scolarisation de la région estimé à 38 % représente le nombre d'enfants en âge scolaire recensés au Liban, en Jordanie, en Turquie, en Irak et en Égypte par rapport au nombre total d'enfants déclarés scolarisés.
4. Human Rights Watch, juin 2003 : *Safe No More - Students and Schools Under Attack in Syria*.
5. Les estimations les plus faibles des niveaux de fréquentation sont calculées en fonction des chiffres officiels du gouvernement concernant les populations totales de réfugiés (recensés et non recensés) comparés aux données nationales actuelles sur la scolarisation des réfugiés.
6. Estimation élevée des données concernant la scolarisation des réfugiés syriens au Liban fournie par le ministère libanais de l'Éducation en octobre 2013.
7. Données concernant la population d'âge scolaire fournies par l'UNESCO et décrites par l'UNICEF sur www.childinfo.org. Le nombre d'enfants en âge scolaire du primaire et du secondaire est de 924 000 au Liban, contre 1 565 000 en Jordanie (données de 2006).



© UNICEF/Jordanie-2013/Noorani